

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44263 Nantes cedex 2

Nantes, le **29 avril 2025**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHARIER CM - CARRIERES ET MATERIAUX

LA CLARTE
BP21
44410 Herbignac

Références : N1-2025-434-rapport

Code AIOT : 0006300037

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement CHARIER CM - CARRIERES ET MATERIAUX implanté La Mariais 44480 Donges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHARIER CM - CARRIERES ET MATERIAUX
- La Mariais 44480 Donges
- Code AIOT : 0006300037
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHARIER CM exploite une carrière de roches massives (gneiss) autorisée par arrêté préfectoral du 21 février 2013 pour une durée de 30 ans. La production autorisée est de 740 000 tonnes par an en moyenne et de 1 000 000 tonnes par an au maximum.

Les matériaux sont extraits lors de tirs de mines. Ils sont ensuite repris avec des engins et traités au sein d'installations de concassage, broyage et criblage d'une puissance maximale de 3 500 kW.

Les installations contrôlées sont :

- les stockages de déchets d'huiles usagées à l'atelier,
- la plate-forme des installations,

- des installations électriques : châssis TGBT, local atelier, coffret de la pompe ballast,
- les lagunes et le point de rejet des eaux.

Thèmes de l'inspection :

- Suites de la visite précédente,
- Suivis environnementaux,
- Vérifications électriques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Plan	Arrêté Préfectoral du 21/02/2013, article 2-16	Demande d'action corrective	
7	Circuit des eaux	Arrêté Préfectoral du 21/02/2013, article 6-1	Demande de justificatif à l'exploitant	
11	Envois de poussières	Arrêté Préfectoral du 21/02/2013, article 7-1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
16	AR1 – Complétude des vérifications des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	
17	AR1 – Plan d'actions suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Production maximale	Arrêté Préfectoral du 21/02/2013, article 2-5	Sans objet
2	Horaires de fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 21/02/2013, article 2-11	Sans objet
4	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet
5	Registre déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet
6	Stockage des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 21/02/2013, article 8-2	Sans objet
8	Suivi des rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 21/02/2013, article 6-13	Sans objet
9	Suivi des puits	Arrêté Préfectoral du 21/02/2013, article 6-10	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Suivi des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Sans objet
12	Contrôle des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 21/02/2013, article 9-7	Sans objet
13	Surveillance des vibrations	Arrêté Préfectoral du 21/02/2013, article 12-5	Sans objet
14	Contrôles de la stabilité des fronts	Arrêté Préfectoral du 21/02/2013, article 13-8	Sans objet
15	AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
18	AR1 – État général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre en œuvre les moyens permettant d'éviter les envols de poussières, notamment en période venteuse.

Concernant les installations électriques, il doit réaliser les actions correctives permettant de lever les observations identifiées dans les derniers rapports avant le prochain contrôle. Il devra organiser le contrôle pour permettre une vérification complète des installations.

L'exploitant devra compléter le plan d'exploitation avec les informations manquantes lors de sa prochaine mise à jour.

L'exploitant doit réaliser un schéma des eaux complet du site.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Production maximale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2013, article 2-5
Thème(s) : Situation administrative, Production maximale
Prescription contrôlée : La quantité maximale autorisée à extraire est fixée à 1 000 000 tonnes par an, soit 385 000 m ³ par an (2,6 t/m ³). La production annuelle moyenne doit être inférieure à 740 000 tonnes.
Constats : Les déclarations de production de l'exploitant ont été consultées sur GEREP : <ul style="list-style-type: none"> • 2024 : 541 kt, • 2023 : 679 kt, • 2022 : 594 kt, • 2021 : 802 kt.
Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Horaires de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2013, article 2-11
Thème(s) : Risques chroniques, Horaires
Prescription contrôlée : La carrière et les autres installations peuvent fonctionner du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00. [...] Les samedis, les dimanches et les jours fériés, la carrière est fermée. Ces horaires d'exploitation concernent toutes les activités dans la carrière et dans les autres installations, notamment le fonctionnement des installations de traitement des matériaux et les activités de transport de matériaux associées (sorties de granulats, entrées de matériaux inertes). Des activités de maintenance peuvent toutefois être effectuées les samedis de 7h00 à 19h00, hors samedis fériés.
Constats : L'exploitant indique que l'activité de production peut avoir lieu sur le site pendant les plages horaires définies par l'arrêté préfectoral. Actuellement, le lundi est consacré à des opérations de maintenance et l'exploitation a lieu du mardi au vendredi. En 2025, une unique opération de maintenance a été réalisée un samedi, le 25 mars. La commercialisation est réalisée de 7h à 12h et de 13h à 17h30 du lundi au vendredi.
Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2013, article 2-16
Thème(s) : Situation administrative, Plans
Prescription contrôlée : L'exploitant établit des plans à une échelle au moins aussi précise que le 1/1 000 ^{ème} , orientés. L'échelle est adaptée à la superficie de la carrière et est mentionnée sur les plans. Ces plans [...] doivent indiquer : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,- la dénomination actualisée des parcelles cadastrales concernées et riveraines,- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,- la position des poteaux ou des pylônes de la ligne électrique aérienne,- la position des ouvrages souterrains qui traversent le site (oléoduc, canalisations d'eau potable...),- les limites de sécurité réglementaires et les périmètres de protection,- les bords de la fouille,- l'emplacement exact du bornage (dont celui issu d'arpentage des limites non parcellaires),- les courbes de niveau ou les cotes d'altitude des points significatifs,- la position des dispositifs de clôture,- les zones décapées,- les emplacements de stockage des terres de découverte et des stériles,- les zones dans lesquelles l'exploitation est définitivement arrêtée,- les zones remblayées,- les zones définitivement réaménagées et la nature de la remise en état effectuée,- l'emplacement des points de rejet des eaux dans le milieu naturel, à l'extérieur ou à l'intérieur de

<p>la carrière,</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'emplacement des bassins de décantation, des plans d'eau, - les éventuels puits, piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ou situés dans la carrière, - les voies d'accès, ainsi que les chemins internes et les pistes qui mènent à la carrière et au fond de fouille, - les zones à exploiter pendant l'année à venir (prévisions).
<p>Constats :</p> <p>Le plan topographique 2024 (22/11/2024) a été contrôlé.</p> <p>Certaines informations ne sont pas représentées, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les informations relatives à la ligne électrique aérienne, aux canalisations d'eau potable, aux clôtures (ou ne sont pas précisées en légende), - les périmètres de protection (bande de 10 m, distance à l'oléoduc), - les points de rejet des eaux, les puits, piézomètres, cours d'eau et fossés, - les zones réaménagées. <p>L'exploitant indique qu'il n'y a plus de ligne aérienne au-dessus du périmètre autorisé et que la canalisation d'eau potable a été déviée.</p> <p>Par ailleurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan ne précise pas l'orientation des points cardinaux, - les parcelles cadastrales à l'intérieur du périmètre autorisé ne sont pas correctes. <p>Les zones de stockage des terres de découvertes et des stériles ne sont pas représentées. Elles peuvent, cependant, être représentées dans le plan de gestion des déchets d'extraction.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de compléter et mettre à jour le plan pour la prochaine édition 2025 et d'intégrer une légende permettant d'interpréter les informations représentées. L'exploitant peut produire plusieurs plans pour des questions de lisibilité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N°4 : Plan de gestion des déchets d'extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. [...]</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis une version du plan de gestion des déchets d'extraction (PGDE) datée du 08/12/2020.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Le PGDE devra être actualisé et transmis avant le 08/12/2025.

Le PGDE fait état de la présence d'amphiboles dans le gisement. Suite à la visite du 08/12/2020, il avait été demandé de **préciser la présence potentielle d'amiante**. Ce point a été vu lors de la visite 2022 (pas de risque amiante). Il devra être précisé dans la prochaine actualisation du PGDE.

Celle-ci devra également **justifier de l'absence de déchets de production**.

Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Constats :

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis son registre des déchets dangereux pour 2024, extrait du registre Trackdéchets.

Il a également transmis son registre des déchets non dangereux produits.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La déclaration de déchets dangereux réalisée sur GEREPE n'est pas cohérente avec le registre déchets : pour le code déchet 13 02 05* (huiles noires), l'exploitant a déclaré 0 dans GEREPE alors que la quantité de déchets estimée envoyée est de 3,6 tonnes (1,89+1,71). Le registre déchets n'indique pas de quantité réceptionnée pour ces déchets qui ont fait l'objet d'un regroupement dans une citerne. Dans ce cas, l'exploitant doit utiliser la quantité estimée.

L'exploitant doit corriger sa déclaration GEREPE.

Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Stockage des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2013, article 8-2

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

[...]Les déchets et les résidus produits doivent être stockés, avant d'être traités, dans des conditions qui ne présentent pas de risques de pollution pour les populations voisines et pour l'environnement (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, prévention d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines, prévention des infiltrations dans le sol, prévention des envols et des odeurs...).

Les stockages temporaires de déchets dangereux dans la carrière sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques.[...]

Constats :

Il a été constaté que les déchets dangereux liquides (huiles usagées) étaient stockées dans deux réservoirs d'un volume de 1000 litres. Ces réservoirs sont placés sur une rétention d'une capacité présentant une capacité affichée de 1570 litres, dans l'atelier.

Par ailleurs, deux fûts de 200l (un fût de lave-glace et un fût d'AD-Blue) étaient placés hors rétention alors que la FDS résumée affichée sur les bidons indiquait que ces produits devaient être stockés sur rétention. Ces deux fûts ont été placés sur rétention au cours de la visite d'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit veiller à stocker sur rétention les produits qui le nécessitent.

Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : Circuit des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2013, article 6-1

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles

Prescription contrôlée :

Toutes dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas de fonctionnement normal ou anormal des installations, de rejets directs ou indirects de liquides dangereux ou insalubres susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et des réseaux d'assainissement, de dégager en égouts ou dans les dispositifs de rejet d'eaux, des gaz ou des vapeurs toxiques ou inflammables.

Constats :

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis une représentation du circuit des eaux sur le fond de carte de la carrière.

Lors de la visite, l'exploitant a apporté des éléments complémentaires concernant la présence des dispositifs de décantation ou de stockage (citernes) intermédiaires, les usages de l'eau sur le site (abattage des poussières, lavage de l'installation et des engins, nettoyage des roues, fabrication du GNTB, ...), la localisation du séparateur à hydrocarbures, ...

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de **réaliser un schéma synoptique permettant d'identifier tous les points de prélèvements ainsi que le circuit de l'eau sur le site, de son prélèvement dans le plan d'eau jusqu'au rejet dans le cours d'eau. Ce schéma doit intégrer la gestion des eaux pluviales et les différents usages des eaux sur le site. Il doit notamment inclure les rejets du séparateur à hydrocarbures. Il est demandé de préciser la localisation des pompes et des compteurs ainsi que des dispositifs de traitement et des dispositifs d'obturation en cas de pollution.**

Il est demandé de mettre en place des compteurs pour permettre une évaluation et un suivi des quantités pompées, utilisées pour chaque usage et rejetées sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N°8 : Suivi des rejets d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2013, article 6-13

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles

Prescription contrôlée :

A l'exception du fer et du manganèse, les paramètres visés à l'article 6-6, doivent être mesurés trimestriellement pour les eaux rejetées à l'extérieur de la carrière et semestriellement pour les eaux de pompage du plan d'eau Nord-Est, par un laboratoire agréé pour ces analyses. Dans le cas du fer et du manganèse, les mesures doivent être effectuées au moins une fois par an.

Article 6-6 : [...] Les valeurs limites suivantes doivent être respectées :

- pH entre 5,5 et 8,5
- température : inférieure à 30° C
- MEST < 35 mg/l (norme NFT 90 105)
- DCO sur effluent non décanté < 125 mg/l (norme NFT 90 101)

<p>- Hydrocarbures < 10 mg/l (norme NFT 90 114)</p> <p>- Fer < 5 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j</p> <p>- Manganèse et composés (en Mn) < 1 mg/l si le rejet dépasse 10 g/j.</p> <p>Ces valeurs doivent être mesurées sur un échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. Pour les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. [...]</p> <p>Article 6-4 : [...] Les eaux ainsi collectées doivent être traitées par un séparateur à hydrocarbures ou par un dispositif équivalent avant rejet dans le milieu naturel, L'efficacité de ce dispositif doit permettre d'obtenir des rejets qui présentent une concentration en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l selon la norme NFT 90 114 et une concentration en MEST inférieure à 35 mg/l selon la norme NFT 90 105. [...]</p> <p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le rapport de suivi annuel 2024 (GEOSCOPE).</p> <p>Les mesures de rejets d'eau sont réalisées à une fréquence trimestrielle pour les paramètres concernés et à une fréquence annuelle pour le fer et le manganèse. Un prélèvement semestriel a été réalisé sur les eaux de l'excavation Nord-Est et un prélèvement annuel pour le fer et le manganèse.</p> <p>Les valeurs limites relatives aux rejets d'eau au milieu naturel sont respectées.</p> <p>Concernant la température : le rapport indique qu'elle est mesurée in situ (page 5) et que l'échantillon est envoyé pour une analyse en laboratoire portant notamment sur la température (page 9). Le rapport ne précise pas que c'est la mesure in situ qui est reportée dans le tableau récapitulatif.</p> <p>Une analyse annuelle a été réalisée au niveau du rejet de sortie du séparateur à hydrocarbures (prélèvement réalisé le 12/09/2024 - nettoyage réalisé début juillet 2024). La valeur limite pour les hydrocarbures est respectée mais celle pour les MEST est légèrement dépassée (43 pour 35 mg/l). Néanmoins, les eaux sont renvoyées vers l'excavation de la carrière ce qui permet de réaliser une décantation complémentaire des MES.</p> <p>L'exploitant indique qu'il est généralement amené à mettre de l'eau dans le séparateur pour permettre la présence d'un rejet et la réalisation du prélèvement.</p> <p>L'exploitant indique qu'il réalise régulièrement une surveillance du remplissage du séparateur (surveillance du flotteur dans le regard). Un nettoyage a été réalisé le 14/04/2025.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher de son bureau d'études pour que les prochains rapports de suivi indiquent clairement que la température indiquée dans le tableau récapitulatif est la température mesurée in situ.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N°9 : Suivi des puits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2013, article 6-10
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le niveau piézométrique de la nappe doit être contrôlé semestriellement (en période de hautes eaux et de basses eaux) par le suivi des dix puits [...]</p> <p>Les relevés du niveau piézométrique doivent être effectués par un organisme indépendant, aux frais de l'exploitant.</p> <p>Constats :</p>

<p>Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le rapport de suivi annuel 2024 (GEOSCOPE).</p> <p>Le rapport indique que les deux puits situés au Sud du site ont été détruits. Il n'y a donc plus de suivi piézométrique au Sud de l'exploitation.</p> <p>Le suivi piézométrique de 7 puits a été réalisé en mars et septembre 2024.</p> <p>Le suivi au lieu-dit « Le Pont de Nyon » doit être réalisé au niveau de 3 puits mais ce suivi est réalisé en fonction de la présence des propriétaires. Pour un puits, le rapport indique « absent » pour les deux relevés et pour un autre, « absent » pour le relevé de mars. Le relevé a bien été réalisé pour le troisième puits en haute et basses eaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le réseau actuel ne permet pas de réaliser le suivi piézométrique au Sud du site. Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un ouvrage pour palier à la destruction des deux puits.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°10 : Suivi des retombées de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. [...]</p> <p>Article 19.6 : Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p>
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le rapport de suivi des retombées de poussières pour 2024 (GEOSCOPE).</p> <p>Les mesures ont été réalisées conformément à la norme NF X 43-014 (2017) en utilisant des jauges de retombées. Elles ont été réalisées sur une durée de 30 jours à une fréquence semestrielle. L'analyse a porté sur la somme des fractions solubles et insolubles simultanément. Les résultats sur les points de type (b) sont inférieurs à 150 mg/m²/jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°11 : Envol de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2013, article 7-1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit prendre toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. [...]</p> <p>Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les envols de poussières, notamment en période sèche. Les pistes sont arrosées par temps sec, sauf par temps de gel.</p> <p>Article 7-3 - Aspersions ou arrosage des matériaux et des voies de circulation</p>

<p>Les stockages de matériaux, les pistes et les voies internes de circulation doivent être maintenus humides afin de limiter les émissions de poussières, notamment en période sèche. Des dispositifs d'aspersion sont mis en place. Les pistes de circulation internes sont arrosées en période sèche avec une citerne ou avec un dispositif équivalent.</p> <p>Article 7-4 - Stockages de produits pulvérulents et stockages d'autres produits pondéreux en vrac</p> <p>[...] Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents dominants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des écrans sont mis en place, - les stockages sont stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières, - la fraction granulométrique la plus fine (0/2) doit être stockée en silos et pour partie au sol avec aspersion. <p>En cas d'impossibilité de les stabiliser, les stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, les conditions météorologiques étaient très venteuses, avec des bourrasques ; il a été constaté d'importants envols de poussières, malgré le fonctionnement du dispositif automatique d'arrosage des pistes et le constat que certaines zones de circulation étaient humides. Les envols importants ont été constatés notamment sur la plate-forme à l'entrée du site et sur la plate-forme des installations et de stockage à l'Ouest du site.</p> <p>L'exploitant indique qu'un agent est dédié à temps plein à l'arrosage en période estivale.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser les mesures mises en place ou prévues pour maintenir humides les stockages, pistes et voies de circulation, et plus généralement l'ensemble des zones susceptibles d'envols de poussières, en période sèche et venteuse, y compris en-dehors de la période estivale.</p> <p>En particulier, l'exploitant doit préciser les modalités mises en œuvre pour stabiliser les stockages et réaliser l'aspersion du stockage de 0/2.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>

N°12 : Contrôle des émissions sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2013, article 9-7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Émissions sonores</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle des niveaux sonores et des valeurs d'émergence doit être effectué au moins une fois par an, avec au moins une mesure pendant les périodes de concassage ou de foration, par un organisme compétent et indépendant. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, [...]</p> <p>Les mesures des niveaux sonores doivent permettre d'établir l'émergence induite par l'activité au minimum aux cinq points de contrôle répertoriés sur les plans qui figurent entre les pages 11 et 12 et entre les pages 47 et 48 de l'étude d'impact :</p> <ul style="list-style-type: none"> - B1, Le Pont Troussé, sauf après sa déconstruction, - B2, Les Six Croix, - B3, Le Pont de Nyon, - Bd, La Buzardière, - B5, Le Petit Bois de la Buzardière, - B6, La Mariais.[...]
<p>Constats :</p>

<p>Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le rapport de suivi annuel 2024 (GEOSCOP). Les mesures de bruit ont été réalisées le 31/05/2024 selon la méthode d'expertise. Les mesures réalisées montrent un respect des valeurs limites d'émergence et en limite de site.</p> <p>Il n'a pas été réalisé de mesure de bruit au lieu dit « Le Pont Troussé », suite à la déconstruction de l'habitation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser des mesures de bruit au Sud ou Sud-Est du site, au niveau de la zone artisanale à proximité, lors de la prochaine campagne de mesures.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°13 : Surveillance des vibrations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2013, article 12-5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Tirs de mines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque tir de mine en grande masse doit faire l'objet d'un enregistrement des vibrations produites dans le massif au moyen d'au moins trois analyseurs de vibrations équipés d'une bande enregistreuse ou de tout autre dispositif équivalent, qui permettent d'archiver les données suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vitesses particulières selon les trois axes en amplitude et en fréquence, - pression acoustique en Db ou en Pa.[....] <p>Article 12-4 :</p> <p>[...] Lors des tirs de mines, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour que le niveau de pression acoustique de crête soit inférieur à 125 décibels linéaires.</p> <p>Les tirs de mine ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes, des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. [....]</p>
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis une synthèse des résultats des mesures de vibration et de suppression acoustique pour les tirs de mines réalisés en 2024 (29 tirs) et en 2025 (7 tirs réalisés jusqu'au 24/02/2025).</p> <p>Les mesures sont réalisées en 3 points lors de chaque tir.</p> <p>Les vibrations solidiennes ont été, au maximum, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nord : 3,4 mm/s - 123 dBL - Est : 5,2 mm/s - 125 dBL - Sud : 5,2 mm/s - 126 dBL <p>L'exploitant indique que le plan de tir est élaboré en interne. Afin de limiter les impacts environnementaux, l'exploitant a pour objectif de se limiter à une charge unitaire de 150 kg et mettre en oeuvre un bourrage final de 3,2 m avec des matériaux de granulométrie 6-10.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°14 : Contrôles de la stabilité des fronts

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2013, article 13-8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des éboulements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait procéder aussi souvent que nécessaire, et au moins une fois tous les cinq ans avant</p>

le début d'une nouvelle phase d'exploitation, par une société spécialisée ou par un géotechnicien qualifié, à une étude des instabilités rocheuses. Il communique cette étude à l'inspection des installations classées avec ses propositions et avec ses conclusions. [...]
Constats : La dernière étude date de mai 2020. L'exploitant indique avoir passé commande d'une nouvelle étude à un bureau d'études spécialisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'étude devra être transmise à l'inspection des installations classées avec l'analyse de l'exploitant et, le cas échéant, un plan d'actions, d'ici le 01/09/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N°15 : AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques - Fréquence
Prescription contrôlée : A.-[...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Arrêté ministériel du 26/11/2011, article 3 : La périodicité des vérifications est fixée à un an, le point de départ de cette périodicité étant la date de la vérification initiale. Toutefois, le délai entre deux vérifications peut être porté à deux ans par le chef d'établissement si le rapport précédent ne présente aucune observation ou si, avant l'échéance, le chef d'établissement a fait réaliser les travaux de mise en conformité de nature à répondre aux observations contenues dans le rapport de vérification.
Constats : Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis : - les rapports de vérification des installations électriques réalisées du 21/08 au 08/09/2023 par l'APAVE pour 1/ atelier / vestiaires / bascule / pompage, 2/ installation secondaire / tertiaire, 3/ installation primaire, - les documents Q18 délivrés le 08/09/2023 pour ces installations : ces documents indiquent en conclusion que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion, - les rapports de vérification des installations électriques réalisées du 23/08 au 26/09/2024 par l'APAVE pour les mêmes installations. Les documents Q18 délivrés en 2024 ont été consultés lors de la visite pour les installations de traitement des matériaux. Ils présentent les mêmes conclusions qu'en 2023. La vérification des installations électriques est réalisée à une fréquence annuelle.
Type de suites proposées : Sans suite

N°16 : AR1 – Complétude des vérifications des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Limites d'intervention
Prescription contrôlée : A.-[...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux

dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : Une vérification des éventuelles limites d'intervention a été réalisée dans les rapports des vérifications électriques réalisées en 2024 au niveau des installations de traitement primaire et secondaire / tertiaire. Les rapports indiquent que l'inspection hors tension des installations HTA n'a pas été effectuée lors du contrôle, pour des raisons d'exploitation. Par ailleurs, la continuité à la terre de certains équipements n'a pas pu être vérifiée. Le contrôle est donc incomplet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de s'organiser pour permettre une vérification complète des installations électriques lors des prochains contrôles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°17 : AR1 – Plan d'actions suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Limites d'intervention
Prescription contrôlée : A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées. Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : Les rapports des vérifications électriques réalisées en 2024 au niveau des installations de traitement primaire et secondaire / tertiaire ont été consultés. Les observations suivantes sont récapitulées sur ces rapports : Installation primaire : 1 remarque (récurrente) sur Pompe ballast : La porte du coffret électrique n'est pas verrouillée ; Installation secondaire / tertiaire : 2 remarques (récurrentes) : - Châssis TGBT : Absence de protection complémentaire par dispositif différentiel à haute sensibilité ; - Local atelier : Température importante au niveau de l'appareillage dans le coffret de protection au dessus des condensateurs. L'exploitant n'a pas apporté de justificatif ni apporté de délai pour le traitement de ces observations. Par ailleurs, l'exploitant a transmis la page récapitulative des remarques du rapport relatif à atelier / vestiaires / bascule / pompage. Des annotations montrent que certaines remarques ont été traitées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre les actions correctives pour lever les observations décrites dans les rapports de vérification électrique, avant le prochain contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°18 : AR1 – État général visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ...

Les dispositions du point A sont applicables au 1^{er} juillet 2023.

Constats :

Lors de la visite, plusieurs installations électriques ont fait l'objet d'un contrôle visuel :

- coffret électrique de la pompe ballast
- local TGBT
- coffret de protection local atelier

Le coffret n'était pas fermé à clé (voir point de contrôle précédent).

Les autres installations n'appellent pas de remarque particulière.

Type de suites proposées : Sans suite